

Éliminer le lancement sur alerte, par Alan Phillips et Steven Starr

RÉSUMÉ

Les armes nucléaires à grande portée russes et américaines sont toujours en « lancement sur alerte », ce qui rend possible, en tout temps, le déclenchement d'une guerre strictement accidentelle. L'attitude fondamentale entre ces deux pays, soit celle de la confrontation et de la dissuasion nucléaire, qui est un reliquat de la guerre froide, est dangereuse et il sera malgré tout difficile de la changer. Il est essentiel et urgent d'éliminer de la planète le danger supplémentaire et inutile d'une guerre nucléaire accidentelle entre ces deux pays. Bien que la diminution de « l'état d'alerte » de leurs armes nucléaires ne soit pas conforme à la théorie actuelle de la dissuasion, il serait relativement facile et rapide d'éliminer le lancement sur alerte sans supprimer la présumée stabilité découlant de la dissuasion.

Tant que les États-Unis et la Russie conservent leur arsenal de missiles balistiques intercontinentaux à charge nucléaire, dont certains sont en état d'alerte faible, le risque d'une guerre nucléaire strictement accidentelle demeure entre les deux pays. Aucun des deux pays ne souhaite que cela se produise : ce serait en effet une catastrophe totale pour les deux pays et pour le monde entier, peu importe l'antagoniste qui aurait déclenché cette guerre.

L'une des causes les plus probables d'une guerre nucléaire non délibérée est le « lancement sur alerte », soit la politique consistant à lancer une attaque nucléaire de riposte pendant que, selon ce qui est établi, les missiles ou les têtes explosives de l'adversaire sont cours de route, mais avant qu'une explosion résultant de l'attaque perçue ait eu lieu¹. Chaque protagoniste dispose de plus de 2 000 ogives nucléaires prêtes à être lancées avant l'arrivée des fusées lancées, soit suffisamment pour détruire plusieurs fois l'ensemble des États-Unis ou de la Russie. Une fois lancées, ces ogives ne peuvent pas être rappelées ou neutralisées. Le lancement sur alerte expose le monde, depuis au moins 30 ans, au risque d'une guerre nucléaire qui pourrait être causée par une simple coïncidence d'un radar ou d'un détecteur à bord d'un satellite, ou encore par un pépin informatique, et par une absence temporaire de vivacité de l'esprit humain à se rendre compte que le message indiquant une attaque est erroné.

La catastrophe que représenterait une guerre nucléaire accidentelle ne s'est pas encore produite, malgré le grand nombre de fausses alertes dont au moins quelques-unes comportaient des aspects très dangereux, grâce à la minutie et à la vivacité d'esprit des militaires russes et américains. Il ne faut toutefois pas estimer que la situation est rassurante. Un seul lancement d'armes nucléaires suite à une fausse alerte entraînerait une guerre nucléaire, et la disparition de notre civilisation, tout comme s'il s'agissait d'une guerre nucléaire déclenchée par une attaque véritable. On n'aurait certes pas la possibilité de passer en revue le système afin de le rendre plus sûr après une

¹ Le lancement sur alerte et l'expression associée « lancement en cours d'attaque » ne sont pas toujours employés de la même manière, ce qui a créé une certaine confusion. Dans le dictionnaire des termes militaires du secrétariat américain de la défense (www.dtic.mil/doctrine/jel/doddict/), la définition du lancement en cours d'attaque est identique à notre définition du lancement sur alerte. Les experts militaires russes utilisent le terme « lancement en cours d'attaque » pour signifier une attaque nucléaire de riposte « en réaction à une attaque qui a été effectivement exécutée », autrement dit après que des explosions nucléaires aient été confirmées (voir Valery Yarynich, « C3: Nuclear Command, Control, Cooperation », Washington (DC), Center for Defense Information, 2003, pages 28-30). En outre, un officier militaire britannique à la retraite a expliqué que le « lancement sur alerte » peut signifier, quant à lui, le lancement d'une attaque préemptive lorsqu'on dispose de preuves convaincantes de provenance humaine qu'une attaque nucléaire ennemie est imminente, mais qu'aucun missile ennemi n'a encore été lancé.

défaillance de cette nature.

Bien qu'on estime que la guerre froide soit chose du passé, la Russie et les États-Unis ont choisi de conserver leurs systèmes de lancement sur alerte et on croit de façon générale qu'ils maintiennent leurs politiques de lancement sur alerte. Cette situation est impardonnablement dangereuse.

En raison de fonds insuffisants, la Russie ne dispose, la plupart du temps, que d'un seul système d'alerte. La flotte de satellites russes est incomplète et, pendant certaines périodes, des parties du territoire de ce pays ne sont pas surveillées correctement². Les systèmes techniques délabrés de la Russie accroissent certes la probabilité de fausses alertes, ainsi que la possibilité d'une réaction excessive en cas de situation confuse.

La « conférence au sujet de la menace »

Lorsque les systèmes d'alerte détectent une attaque possible, les opérateurs humains et les commandants disposent au total d'au plus 20 minutes pour convoquer et tenir ce que les États-Unis appellent une « conférence au sujet de la menace ». Si on déterminait que l'alerte consiste en une attaque nucléaire, les commandants militaires supérieurs américains ou russes (selon le cas) contacteraient leur président afin de lui signaler la situation et le président ne disposerait que de quelques minutes pour décider s'il convient de riposter : une pression énorme serait alors exercée sur lui afin qu'il agisse de la sorte³. Les conférences au sujet de la menace exigent une extraordinaire exactitude parfaite, ce qui a été le cas jusqu'à maintenant.

Le gouvernement américain a conservé des renseignements au sujet du secret des fausses alertes (« information classifiée ») depuis 1985 et la Russie a toujours tenu cette information secrète, mais il est clair que les conférences au sujet de la menace n'ont pas été rares. La plupart des fausses alertes ont sans doute été des cas de routine faciles à déclarer mal fondés⁴; d'autres ont été suffisamment graves pour susciter la préparation de lancements qui auraient été visibles depuis un satellite russe⁵. En janvier 1995, une fausse alerte russe a entraîné le lancement d'une fusée depuis une île norvégienne, en vue d'une recherche atmosphérique. On a indiqué que les forces russes avec armes nucléaires sont alors passées en état d'alerte totale et on a remis au président Yeltsin le « ballon nucléaire » activé et prêt pour le commandement d'un lancement. Cet événement a fait l'objet d'un rapport remis au Congrès. Un article rédigé par les experts américains von Hippel, Blair et Feiveson à ce sujet a paru dans la revue *Scientific American*⁶.

² Geoffrey Forden, « Reducing a Common Danger: Improving Russia's Early Warning System », *Cato Policy Analysis* n° 399, 3 mai 2001.

³ « The bias in favor of launch on electronic warning is so powerful that it would take enormously more presidential will to withhold an attack than to authorize it », Bruce G. Blair, président, Center for Defense Information, 16 février 2004.

⁴ Selon le Center for Defense Information, de 1977 à 1984, les systèmes de pré-alerte ont produit 20 784 indications fausses d'attaques au missile contre les États-Unis. Plus de 1 000 de celles-ci étaient suffisamment graves pour exiger un « second examen ». « Accidental Nuclear War: A Rising Risk? », *The Defense Monitor*, vol. 15 n° 7, 1986.

⁵ Alan Phillips, « 20 Mishaps that might have started Accidental Nuclear War », <http://www.nuclearfiles.org/kinuclearweapons/anwindex.html>

⁶ « Taking Nuclear Weapons Off Hair-Trigger Alert », Bruce Blair, Harold Feiveson et Frank N. von Hippel, *Scientific American* (novembre 1997). Voir aussi : David Hoffman, « Cold War Doctrines Refuse to Die », *Washington Post*, 15 mars 1998, page A1.

Il est très dangereux de laisser un léger risque d'une grande catastrophe perdurer pendant une longue période. Si le risque total d'une conclusion erronée suite à l'une des conférences au sujet de la menace qui ont lieu au cours d'une année a été de seulement 1 pour 100, un calcul facile révèle que le risque cumulatif sur 30 ans est un peu plus élevé que le risque de mort associé à un appui de la gâchette à la roulette russe⁷.

Le non-lancement sur alerte n'exige pas une vérification

Si les deux parties remplaçaient la politique de lancement sur alerte par un « lancement de riposte après explosion seulement », on éliminerait ainsi d'emblée le risque d'une guerre nucléaire causée par une fausse alerte.

Le changement proposé n'exigerait pas une symétrie, ni une vérification et ni une entente (encore moins un traité); il ne minerait pas non plus la « dissuasion ». La politique de « non-lancement sur alerte » ou de « lancement de riposte après explosion seulement » pourrait être adoptée rapidement et unilatéralement. Si un des pays l'adoptait, le risque de guerre accidentelle serait immédiatement réduit d'environ la moitié. Une fois que l'autre pays aurait fait de même, le risque de guerre causée par une fausse alerte serait nul.

Du point de vue du maintien de la dissuasion, la vérification du non-lancement sur alerte est en fait non souhaitable. En effet, si un des protagonistes lançait une attaque préemptive, il voudrait certes être absolument certain que son adversaire a changé sa politique et respecte désormais le non-lancement sur alerte. Sans une vérification, un attaquant éventuel ne pourrait avoir cette certitude, mais si le non-lancement sur alerte était « vérifié », il pourrait être plus sûr d'effectuer une « première frappe » réussie.

La « diminution du niveau d'alerte » est une expression couramment employée dans les recommandations précisant que les armes nucléaires ne « doivent plus être en état d'alerte très sensible ». Habituellement, la « diminution du niveau d'alerte » signifie l'apport de changements matériels au système d'armes, afin de prévoir un délai entre la prise de la décision de lancement et l'étape irrévocable qui constitue la mise en marche véritable du lancement. Si on sépare les ogives des fusées et si on les entrepose à une certaine distance, ou si on procède de même pour tout composant essentiel, on s'assurerait d'un délai; plusieurs autres mesures ont également été suggérées à cet effet. De toute évidence, si un délai incontournable de cette nature était imposé, le lancement sur alerte deviendrait impossible. Toutefois, la diminution du niveau d'alerte est différente du simple renoncement à la politique du lancement sur alerte.

Le fait de renoncer au lancement sur alerte ne diminue pas l'état d'alerte de la force nucléaire. Malheureusement, lorsque ce changement de politique a été recommandé par des organes prestigieux (dont la Commission de Canberra et la Brookings Institution), on n'a pas clairement

7. Il ne s'agit pas d'une tentative d'estimer une probabilité véritable. La probabilité qu'une conférence au sujet de la menace résulte en une conclusion erronée ne peut pas être établie. Les chiffres présentés ici ne visent qu'à illustrer le danger de continuer à accepter tout risque, si faible soit-il, pendant une période prolongée.

établi la distinction avec la diminution du niveau d'alerte. La diminution du niveau d'alerte permettrait d'atténuer considérablement le risque d'une guerre nucléaire déclenchée par une décision impétueuse, en plus d'éliminer le risque d'un lancement suite à une fausse alerte, mais elle serait beaucoup plus difficile à mettre en œuvre. On n'estime pas que le lancement de riposte après explosion seulement ou le non-lancement sur alerte constitue une solution de rechange à la diminution du niveau d'alerte, qui est extrêmement souhaitable. On propose cette mesure essentielle afin de réduire immédiatement le risque d'une guerre accidentelle résultant d'une fausse alerte, jusqu'à ce que des mesures davantage permanentes et moins facilement révocables, comme la diminution du niveau d'alerte, ou encore mieux l'élimination totale des arsenaux nucléaires nationaux, puissent être mises en place.

D'un point de vue rationnel, on doit absolument éliminer le risque d'une destruction instantanée de ces deux pays, et de l'ensemble de notre civilisation, en raison d'un simple accident. Nous sommes chanceux d'avoir survécu jusqu'ici.

Il ne semble y avoir aucune chance que les gouvernements américain et russe abandonnent la « dissuasion nucléaire » dans un proche avenir, mais le lancement de riposte après explosion seulement est compatible avec la dissuasion, comme on l'explique ci-après, et cette politique est relativement facile à mettre en place. En revanche, il est apparemment très difficile d'élaborer un plan de diminution du niveau d'alerte qui comporterait les éléments essentiels de la dissuasion. Le délai imposé devrait être le même pour les deux adversaires, pour tous leurs types de missiles à longue portée, y compris ceux se trouvant à bord des sous-marins. Les délais véritables devraient être vérifiables et même être constamment vérifiés par des observateurs internationaux ou par des observateurs de l'adversaire. Ces conditions seraient difficiles, voire impossibles, à respecter. À tout le moins, une étude d'envergure devrait être réalisée par des expertes, suivie d'un accord officiel ou d'un traité. Ce processus demanderait des années et il serait peut-être voué à l'échec. Pendant toute cette période, la planète serait encore en danger.

L'élimination du lancement sur alerte ne supprimerait pas les autres options de riposte et elle ne diminuerait pas non plus l'état d'alerte. Le lancement de riposte après explosion seulement permettrait simplement de s'assurer que la riposte n'a pas lieu sauf si une explosion nucléaire survient. Ainsi, la frappe de riposte ne serait retardée que de quelques minutes. Les fausses alertes seraient immédiatement repérées une fois que le délai prévu pour l'arrivée des premiers missiles serait écoulé et qu'aucune explosion ne se ferait entendre : ainsi, aucun lancement n'aurait lieu.

Le non-lancement sur alerte est compatible avec la dissuasion

La dissuasion vise à empêcher l'adversaire à effectuer une attaque nucléaire. En théorie, chaque protagoniste fait en sorte de convaincre son adversaire que toute attaque de sa part entraînerait une riposte inacceptable. La théorie de la dissuasion se fonde sur l'hypothèse voulant que les décideurs finaux des deux côtés agissent de manière rationnelle et qu'on peut les persuader que le lancement d'une attaque relèverait de la folie. La dissuasion n'échoue que si l'un des adversaires estime qu'il peut lancer une attaque nucléaire surprise rapide et massive qui empêcherait son ennemi de riposter.

Le lancement sur alerte découle de la crainte que la première salve de l'ennemi, ou une impulsion électromagnétique (IEM) dévastatrice, pourrait empêcher une frappe de riposte. Le plan prévu par les militaires des deux côtés stipule qu'une riposte est essentielle après le lancement d'une « première frappe ». Ce n'est pas le cas. La riposte n'arrête nullement les ogives nucléaires qui sont en route vers leur cible, ni la seconde salve que l'ennemi peut lancer lorsqu'il s'aperçoit que

des ogives de riposte ont été lancées. Des dommages irréparables au pays attaqué sont déjà inévitables, une fois qu'une attaque a été lancée⁸.

Toutefois, ce n'est pas le risque que la riposte pourrait échouer qui nuirait pas à la dissuasion, mais plutôt la certitude (ou la presque certitude) de la part de l'attaquant éventuel qu'elle échouerait. On démontre ci-après qu'en raison de la situation qui prévaut actuellement, aucun des deux pays ne peut être convaincu que la riposte échouerait.

Tout d'abord, en ce qui a trait à une attaque de type IEM, les deux adversaires savent que d'énormes efforts ont été déployés pour protéger le matériel électrique militaire contre ces impulsions. Par conséquent, il est impossible d'être certain qu'une IEM produirait un effet sur les missiles terrestres. C'est un fait connu que les sous-marins et les missiles qu'ils transportent sont entièrement protégés par l'eau de la mer.

Un attaquant ne peut non plus pas être certain qu'une « première frappe de neutralisation » connaîtrait du succès, comme on le démontre ci-après.

Les États-Unis se servent du système spatial de détection d'explosion nucléaire (NUDET) pour détecter et repérer toute explosion nucléaire survenant dans l'atmosphère terrestre ou dans l'espace à proximité et faire rapport à ce sujet aux centres de commandement stratégiques. Le système NUDET complète ou remplace les centaines de « alarmes de bombe » terrestres qui ont été installées près des bases militaires et des grandes villes en 1974⁹.

Actuellement, la Russie fait appel à des détecteurs optiques et sismiques pour détecter les explosions nucléaires. On estime que sa politique est celle du lancement sur alerte qui, à l'instar du système américain, ne peut être commandé que par l'autorité nationale de commandement. Elle dispose également d'un système auxiliaire appelé « Perimetr », qui garantit une riposte en cas d'une attaque qui mettrait hors d'état l'autorité nationale de commandement avant qu'elle puisse commander un lancement de riposte pendant que les ogives sont encore en cours de route. L'envoi de signaux positifs par les détecteurs constitue une condition préalable à tout lancement commandé par le système « Perimetr », dont l'activation est décrite dans la note de bas de page¹⁰. Ainsi, le système Perimetr ne peut pas effectuer un « lancement sur alerte ». Si jamais le lancement sur alerte échouait, il pourrait, s'il a été précédemment activé, effectuer un

⁸ À dessein, nous ne tenons pas compte ici de la « défense antimissiles balistiques ». Personne n'a avancé que cette défense pourrait atténuer une attaque massive de la part des États-Unis ou de la Russie.

⁹ Department of Defense Appropriations for 1974, audiences devant le Subcommittee of the Committee on Appropriations, Chambre des représentants, 93^e Congrès, 1^{re} session, partie 7, page 1057.

¹⁰ L'utilisation du système russe Perimetr est décrite par Yarynich dans « C3: Nuclear Command, Control Cooperation », pages 157 -158. Pendant une alerte de niveau élevé, l'autorité nationale de commandement transmet une autorisation préliminaire à un centre de télécommande radio et de contrôle super-durci. L'équipe présente au centre se prépare à transmettre un ordre de lancement à l'aide de commandes Perimetr qui envoient par radio les codes de lancement aux silos. L'ordre de lancement n'est transmis que si trois conditions sont respectées simultanément : l'autorisation préliminaire a été reçue, les communications avec l'ANC sont complètement coupées et des signaux positifs d'explosions nucléaires ont été reçus des différents types de détecteurs. De toute évidence, Perimetr ne peut pas commander un lancement sur alerte. Il vise plutôt à ordonner un « lancement après explosion », mais seulement s'il a d'abord été activé par l'ANC et si les communications avec l'ANC sont coupées.

« lancement de riposte après explosion ».

Le passage de la politique du lancement sur alerte à celle du non-lancement sur alerte serait accompagné, pour le système américain, de l'envoi de tout signal positif provenant des détecteurs de bombe directement aux silos de lancement, ainsi qu'aux centres de commandement, afin que la destruction des centres de commandement n'empêche pas une frappe de riposte. Sous le système russe, le mécanisme est déjà en place. L'autorité nationale de commandement transmettrait simplement l'autorisation au système Perimetr dès que la riposte à l'attaque serait autorisée à titre provisoire. Le système Perimetr émettrait alors les codes de lancement par radio dès qu'une explosion serait détectée.

Des deux côtés, la riposte serait assurée (si elle a été autorisée) immédiatement après une explosion, en faisant en sorte que les silos de lancement exécutent toutes les étapes du lancement, sauf la dernière étape, pendant que les missiles sont en cours de route, tout comme c'est le cas pour la méthode du lancement sur alerte. Suite à la réception d'un signal de bombe au moment prévu pour l'arrivée de l'attaque, la riposte serait immédiatement lancée, depuis tous les silos qui n'ont pas été détruits par l'attaque. Si aucune explosion n'est détectée au moment prévu d'arrivée, les silos reviendraient à l'état de capacité opérationnelle qui prévaut en temps de paix.

Si seulement 5 pour 100 des 2 000 ogives sont en mode de lancement sur alerte, cela suffirait à détruire le pays qui attaque. Aucun chef d'état ou commandant en chef ne pourrait être certain qu'une salve initiale pourrait mettre hors d'état 95 pour 100 des armes de son adversaire dans les 30 secondes suivant la première explosion. Ainsi, on ne pourrait pas s'attendre à ce qu'une première frappe massive de neutralisation puisse empêcher une riposte.

Ces arguments devraient normalement suffire à persuader les militaires des deux pays que la politique de lancement sur alerte, dont ils connaissent le danger, n'est pas essentielle et qu'elle doit être remplacée par la politique du lancement de riposte après explosion seulement.

Si l'établissement militaire d'un des deux pays n'est pas convaincu du bien-fondé de renoncer au lancement sur alerte, le chef d'état de ce pays doit alors peser le pour et le contre de l'élimination d'un risque très bien établi de guerre accidentelle découlant d'une fausse alerte par rapport à la possibilité hypothétique du lancement, par l'ennemi, d'une première frappe parce que celui-ci a estimé que la politique du lancement de riposte après explosion seulement a affaibli la dissuasion. Il doit refuser d'autoriser le lancement après qu'une explosion a eu lieu.

Aucune raison logique ne justifie le maintien du lancement sur alerte. Les deux adversaires retireraient un avantage égal même si un seul d'entre eux change sa politique en faveur de celle du non-lancement sur alerte et si les deux adoptent cette méthode, l'une des causes les plus probables d'une guerre nucléaire entre la Russie et les États-Unis, soit une guerre accidentelle découlant d'une fausse alerte, serait éliminée.

Les auteurs

Alan Phillips est un physicien à la retraite qui a effectué des recherches radar pour l'armée britannique pendant la Seconde Guerre mondiale. Il habite Kennett Square en Pennsylvanie.

Steven Starr, qui a reçu une formation en génie nucléaire, est technologue médical à Columbia au

Missouri.

Faire parvenir vos commentaires ou vos questions aux adresses suivantes :

alan.phillips3@verizon.net

aphil@hwcn.org

starr@isp01.net

© Nuclear Age Peace Foundation.

La reproduction de cet article est autorisée, pourvu que la provenance soit indiquée sur chacune des copies produites :

www.nuclearfiles.org/00_phillips_eliminate-launch-on-warning.htm